

Paris, le 17 décembre 2008

**Une crise inédite par son ampleur et sa simultanéité au niveau mondial
Pas de stabilisation prévue avant fin 2009**

Analyse de l'assureur-crédit Euler Hermes SFAC

Dans une étude présentée aujourd'hui, la société d'assurance-crédit Euler Hermes SFAC nous dévoile son scénario global et sectoriel de la crise au niveau mondial. L'assureur-crédit souligne que la crise économique et financière actuelle par son ampleur et sa propagation est inédite. Elle se traduit par une récession dans les pays de l'OCDE en 2009, et par un ralentissement très brutal dans les pays émergents. La croissance du PIB mondial se limitera à 1 % en 2009, avec une contraction de -0,6 % aux Etats-Unis et une contraction de -0,5 % en zone euro. Une stabilisation progressive n'est pas envisagée avant la fin 2009.

Les pays sont toutefois inégalement touchés par la crise. Les plans de relance annoncés jusqu'à présent représentent 3,5 % du PIB mondial, mais les leviers mis en œuvre sont très différents selon les pays.

*« En France, la contraction du PIB pourrait atteindre -0,7 % au quatrième trimestre 2008 du fait d'un plongeon simultané de la production industrielle, de la construction et de la consommation », commente **Karine Berger, directrice des études Euler Hermes SFAC.***

1. La crise économique est inédite du fait de son ampleur et de sa simultanéité au niveau mondial

La croissance mondiale atteindra au mieux 1 % l'an prochain. La crise économique de 2008-2009 est la première crise qui touche simultanément les économies américaine et européenne. En outre, elle touche toutes les composantes de la demande dans les pays de l'OCDE : consommation, investissement des entreprises, investissement logement. La récession sera de -0,6 % aux Etats-Unis et en zone euro et de -1,1 % au Royaume-Uni. Par ailleurs, les principaux pays émergents sont fortement ralentis par cette crise, notamment les pays d'Europe centrale et de l'Est. Leur croissance est divisée par 2 ou 3 du fait de la contraction de la demande des pays de l'OCDE et du plongeon du commerce mondial qui en résulte.

*« Cette tempête économique et financière s'accompagne d'une nette remontée des risques : les défaillances d'entreprises augmenteront de 25 % en 2008 et de nouveau de 25 % en 2009 », souligne **Maxime Lemerle, responsable du département des études économiques Euler Hermes SFAC.***

2. Les pays privilégient des plans de relance ciblés sur les points faibles de leur croissance

La crise économique touche différemment les pays de l'OCDE car leur croissance économique a eu des ressorts particuliers au cours des dernières années.

« Alors qu'aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne et en France, les moteurs ont été la consommation et la construction, les économies japonaise et allemande ont essentiellement été portées par l'investissement et les exportations », commente **Marie-Christine Schmitt, chargée d'études économiques Euler Hermes SFAC.**

Les réponses de politique de relance sont exceptionnelles, du point de vue budgétaire (un montant total annoncé de 3,5 % du PIB mondial : voir tableau 1) et monétaire. Les politiques de relance sont toutefois très différentes car elles s'adaptent aux spécificités de chaque pays (voir tableau 2).

3. La France subira une contraction de son activité jusqu'à l'été 2009

La crise française a eu trois étapes : en début d'année un arrêt de la progression de la consommation et de l'investissement des ménages ; puis un ralentissement de l'investissement des entreprises en lien avec la crise financière ; enfin un plongeon de la production industrielle à partir de l'automne du fait de la chute des exportations.

Au quatrième trimestre 2008, avec la baisse de toutes les composantes de la demande, la contraction de l'économie française atteindrait -0,7 %, et serait son point bas en terme de croissance.

« Pour 2009, la désinflation permettrait un rétablissement lent de la consommation des ménages à partir de l'été en dépit d'une progression nulle du pouvoir d'achat des revenus et la contraction de l'emploi. Sur l'ensemble de l'année, le PIB baisserait de -0,5 % », conclut **Karine Berger.**

Tableau 1 : Plans de relance annoncés dans le monde : 3,5% du PIB mondial annoncé

	Plans de relance annoncés		Poids dans le PIB mondial 2007
	En milliards de \$US	En % du total des plans	
US	800	42%	26%
Japon	111	6%	8%
Chine (*)	440	23%	6%
Russie	210	11%	2%
UE (**)	266	14%	32%
Autres pays (Asie, Argentine...)	74	4%	25%
TOTAL	1900	100%	100%

(*) hors effort de reconstruction du Sichuan

(**) hors annulation de la réforme de l'indemnité kilométrique en Allemagne

Tableau 2 : Les leviers et les calendriers des plans de relance sont différents selon les pays.

	Plans de relance par la demande (Effet à court et moyen terme)		Plans de relance par l'offre (Effet à moyen terme et long terme)	
	Avantages fiscaux et aides aux ménages, chômeurs	Crédits aux entreprises et allègements fiscaux, remboursement TVA	Aides sectorielles (construction et auto)	Investis. logements sociaux, infrastructure, R&D, environnement
Etats-Unis	+++	+	+++	+++
Japon	+++	++	+	
Allemagne	+	+++	++	++
France	+	+++	++	++
Italie	++			+++
Espagne	++	+++	++	+++
Royaume-Uni	++	++		+


Consommation


Investissement productif / trésorerie


Logement / Biens durables


Investissement public et structurel



Contacts presse :

Euler Hermes SFAC – Anne-Laure Dodero

01 40 70 54 00

anne-laure.dodero@eulerhermes.com

Ogilvy PR - Lorenzo Ricci

01 53 67 12 83

lorenzo.ricci@ogilvy.com

Toutes nos informations sur : www.eulerhermes.fr

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes SFAC**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste clients. Sa mission est de prévenir le risque clients, recouvrer les créances impayées et indemniser les pertes subies.

Euler Hermes est le leader mondial de l'assurance-crédit et l'un des leaders de la caution et du recouvrement de créances commerciales. Avec 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et a enregistré un **chiffre d'affaires consolidé de 2,1 milliards d'euros en 2007**.

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de 40 millions d'entreprises. Le Groupe garantit pour 800 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Filiale d'AGF, membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le Groupe et ses principales filiales d'assurance-crédit sont notés AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.fr

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective par nature ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. En plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel", ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Allianz et sur les principaux marchés où intervient la Société, (ii) des performances de marchés financiers, y compris des marchés émergents, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) des taux de mortalité et de morbidité, (v) du taux de conservation des affaires, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements des législations et des réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenant dans les politiques des Banques Centrales et/ou des Gouvernements étrangers (xi) des effets des acquisitions (par exemple de la Dresdner Bank AG) et de leur intégration et (xii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit sur le plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, et éventuellement de manière accrue, suite à des actes terroristes. Les questions abordées dans le présent document peuvent en outre impliquer des risques et des incertitudes dont les sociétés du groupe Allianz sont régulièrement amenées à faire état dans les documents qu'elles soumettent à la Securities and Exchange Commission. Les sociétés du groupe Allianz ne sont pas obligées de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.